

SAMEDI | DIMANCHE

La Croix

SAMEDI 9, DIMANCHE 10 JANVIER 2010

QUOTIDIEN N° 38558

1,30 €

www.la-croix.com

CAHIER CENTRAL

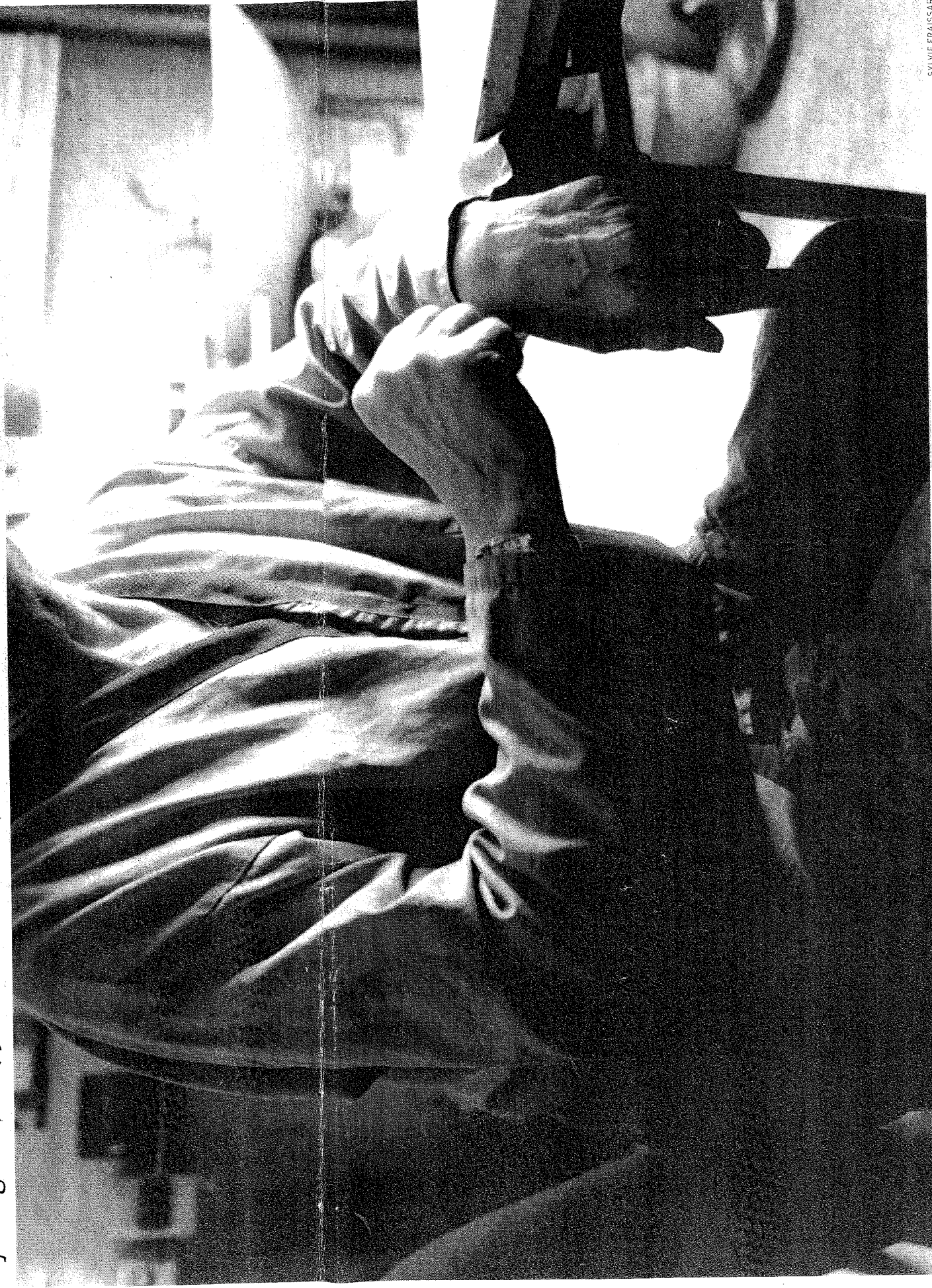
Religion & spiritualité

Quand le silence
nous parle

P. 9 à 11

L'Europe fait l'union contre la pauvreté

L'Union européenne et les États membres lancent pour 2010 l'Année de lutte contre l'exclusion sociale. Il y a urgence, car 79 millions d'Européens vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté **P. 2 à 4**



Pour habiter cette chambre d'hôtel de 15 m², cet homme, qui vit d'une pension d'invalidité, débourse la somme de 350 € par mois.

SYLVIE FRAISSARD

127^e année - ISSN/0242-6056.

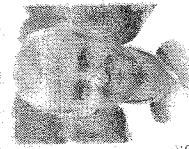
Allemagne : 2 € ; Belgique : 1,40 € ;
Canada : 3,65 \$; Espagne : 2 € ;
Grèce : 2 € ; Italie : 2 € ; Luxembourg : 1,40 € ;
Maroc : 15 MAD ; Portugal (Cont.) : 2 € ;
Suisse : 2,80 CHF ; Côte d'Ivoire/ Senegal/ Congo
et zone CFA : 1 400 CFA ; DOM : 2 € ; TOM : 390 APT

M 00140 - 109 - F : 1,30 €



RENCONTRE AVEC

Stéphane Rials,
cultivateur
de pensée



DR

SPORT

» L'alpinisme souffre
de la fonte des glaces **P. 8**

TELEVISION

» Audience, ce baromètre
implacable **P. 17**

CHRONIQUES

» Les uns et les autres,
par Geneviève Jurgensen **P. 5**

» Passion(s),
par Jean-Claude Raspigneas **P. 5**

» L'humeur des jours,
par Bruno Frappat **P. 24**

en pension pour que ses études ne souffrent pas de nos contraintes de vie. »

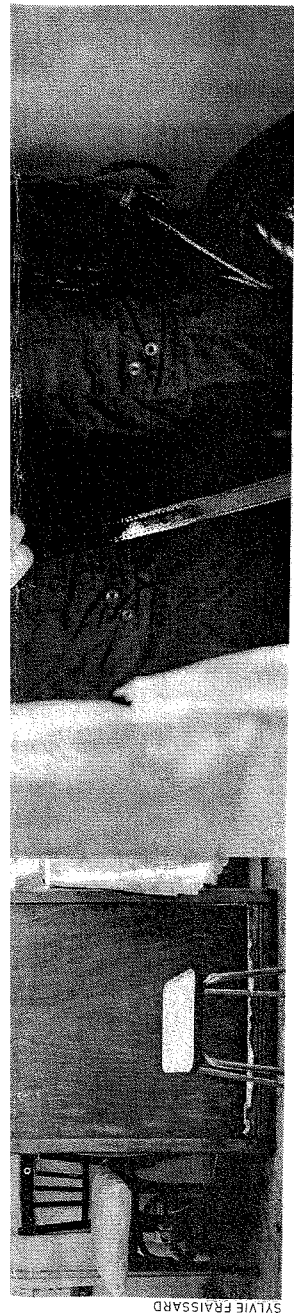
► Aide alimentaire.

43 millions de personnes dans l'UE sont menacées de pauvreté alimentaire.

L'aide alimentaire européenne permet aux États membres de débiter les stocks publics d'aliments excédentaires issus de la politique agricole commune. Le budget de l'UE d'aide alimentaire aux personnes démunies pour 2010 est de 500 millions d'euros (78 millions pour la France). Dix-neuf États participent au programme. Devant la diminution des stocks d'excédents, une réforme du financement de l'aide alimentaire est en débat. Elle pourrait obliger les États à cofinancer jusqu'à 50 % le programme européen.

► Année européenne.

Depuis 1983, l'UE organise chaque année une campagne de sensibilisation, appelée « Année européenne », pour « faire évoluer les mentalités » sur un sujet de société. L'année 2010, consacrée à la lutte contre la pauvreté, est dotée d'un budget de 26 millions d'euros, dont 17 millions de source européenne. Budget qui peut être complété par des financements privés.



SYLVIE FRAISSARD

L'Europe veut donner la parole aux pauvres

Pouvoirs publics et associations veulent faire de cette « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » une occasion pour chacun de se faire entendre autrement

BRUXELLES

De notre envoyé spécial permanent

Après la créativité et l'innovation en 2009, 2010 a été proclamée par le Parlement européen et les Vingt-Sept « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Comment éviter d'en faire autre chose qu'une série de colloques savants et de campagnes misérabilistes aussitôt oubliés ? C'est tout le défi des pouvoirs publics et associations à travers l'Europe, qui se sont efforcés de promouvoir plutôt ce qui se fait de neuf et de créatif pour venir

en aide aux plus démunis. Et avec leur concours. L'implication des personnes en situation de pauvreté est un des objectifs et une originalité de l'Année européenne. « Ces personnes ont droit à la parole, une légitimité pour s'exprimer sur leur situation qu'il faut reconnaître », justifie Antoine Saint-Denis, qui prépare le programme de l'année à la Commission européenne. Cette participation vise à « casser les stéréotypes et les représentations de la pauvreté dans le grand public », à provoquer un « grand débat sur la réalité de la pauvreté et sa perception » et au final à montrer, dans un souci de cohésion sociale,

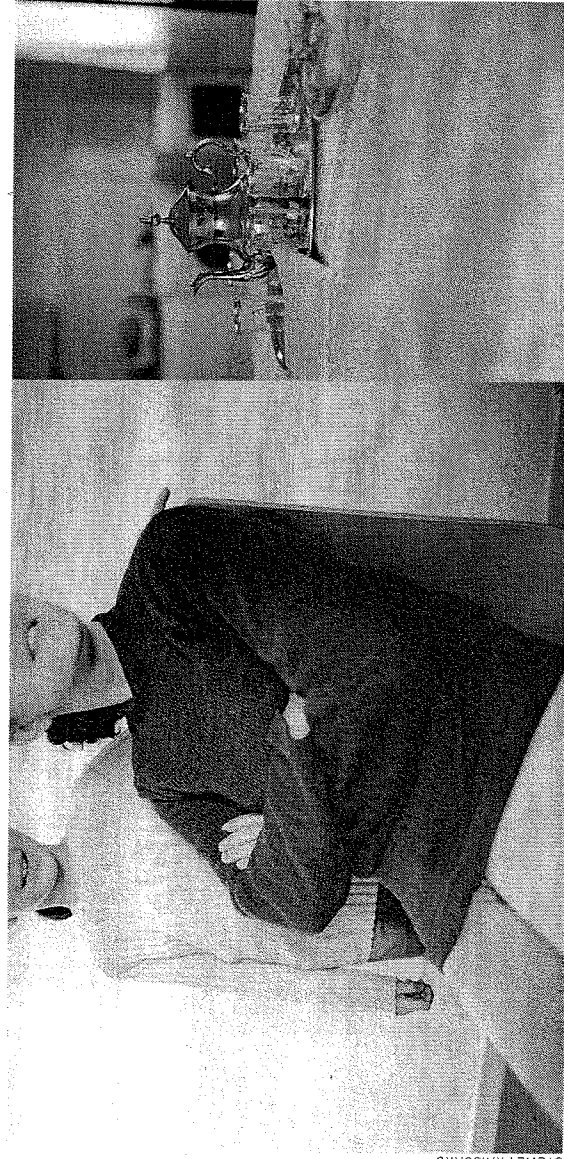
« Il n'y a pas des pauvres d'un côté, des non-pauvres de l'autre. »

qu'« il n'y pas des pauvres d'un côté, des non-pauvres de l'autre », poursuit-il. Le but est de démontrer ainsi qu'il n'existe pas de fatalité à la pauvreté. Un message clé de cette Année européenne, dont le coup d'envoi officiel sera donné le 21 janvier à Madrid, présidence espagnole oblige, en présence du chef de gouvernement José

Luis Zapatero et de son lointain prédécesseur, Felipe Gonzales.

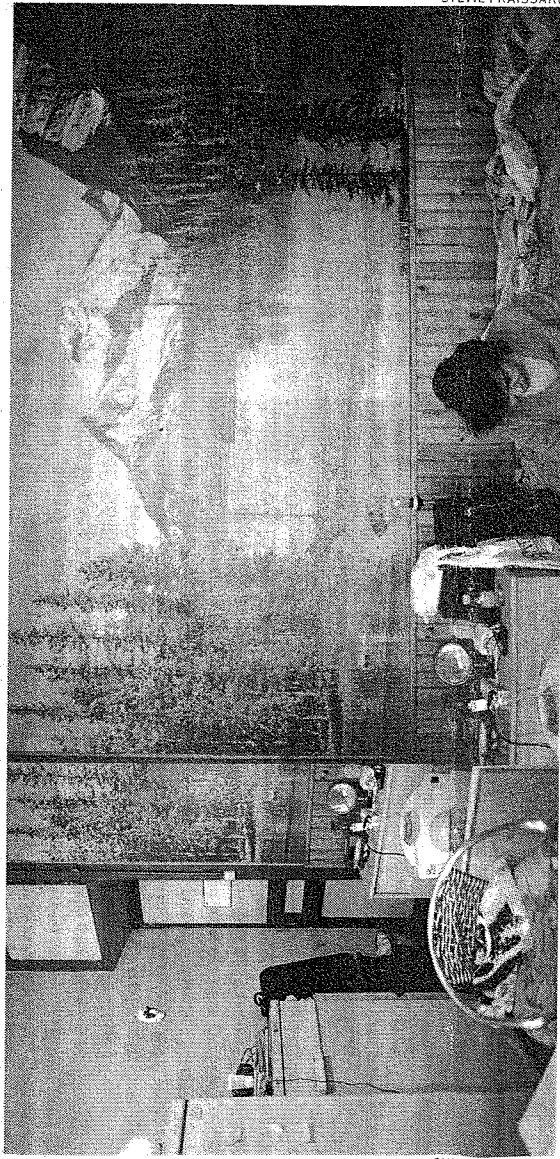
L'accent mis sur la participation directe des personnes démunies sert aussi à les responsabiliser elles-mêmes, en leur faisant connaître leurs droits civiques et sociaux, autre message essentiel de cette année. « Aider les gens à s'aider », résume Antoine Saint-Denis, pour qui cette implication conditionne aussi la réussite des politiques sociales. « Vivre dans la misère, c'est quand d'autres décident tout à notre place parce qu'ils pensent qu'ils savent tout mieux que nous (...) allant même jusqu'à nous dire le nombre d'enfants >>>

DOSSIER



SYLVIE FRAISSARD

« Il y a deux ou trois ans, Myriam a voulu fêter son anniversaire en invitant ses amis de classe. Mais comme nous habitons à l'hôtel, c'était hors de question. Ça a été dur à expliquer à une enfant de 4 ans. »
Mère de deux enfants, 38 ans, intermédiaire comme son mari, en attente d'un logement social.



SYLVIE FRAISSARD

« Maria souffre d'un cancer des poumons et est tributaire d'une assistance respiratoire qui lui interdit d'être près du gaz. Pourtant, c'est au gaz qu'on cuisine, faute d'ampérage suffisant dans notre chambre. »
Résidente d'un hôtel meublé en pension d'invalidité comme son compagnon, 46 ans.

Le logement, lieu de pauvreté...

Partout en Europe, le mal-logement est le premier symptôme de la pauvreté. Les photographies qui accompagnent ce dossier sont tirées de *Logements en desherance*, une étude photographique menée à Marseille pour l'association Regards croisés.

PHOTOGRAPHIES: Houria Lesbet et Pascale Huby.
ENTRETIENS: Houria Lesbet et Pascale Huby.

» que nous avons le droit d'avoir, si nous pouvons ou non rester avec notre conjoint », témoignait Carine Vanden Elshout, militante d'ATD Quart Monde, lors d'un atelier pré-paratoire à l'Année européenne à Bruxelles. « À cause de ce que nous vivons, nous avons une autre sensibilité, nous voyons autrement les réalités (...) Notre savoir, c'est plus que notre vécu. C'est aussi notre réflexion », poursuivait cette militante qui a connu la pauvreté. Illustrant cette nécessité d'associer les personnes pauvres dans l'éradication de la misère, des représentants des exclus des 27 pays de l'UE seront au cœur d'une semaine de sensibilisation à la pauvreté prévue à Bruxelles courant mai, un point d'orgue de l'Année européenne.

Mais cette année ne se veut surtout pas seulement bruxelloise ni même transnationale, insiste-t-on à la Commission. L'exécutif communautaire cofinance 27 programmes nationaux d'actions de terrain, qui se veulent autant de

déclinaisons concrètes et locales de l'Année européenne. « Une bonne occasion pour les Églises de mieux faire connaître les nombreuses activités qu'elles mènent en faveur des pauvres à travers toute l'Europe, où elles sont en première ligne », estime le jésuite Hervé-Pierre Guillot, qui a épluché les 27 programmes. « La Suède et la Finlande font explicitement référence aux organisations ecclésiastiques associées à la préparation de l'Année européenne », apprécie-t-il.

En France, le ministère des affaires sociales a reçu 600 projets d'associations et collectivités territoriales, y compris des DOM-TOM. Avec un budget européen de 750 000 € qu'il doublera, il vient d'en retenir 68, toujours avec ce souci de faire participer directement les personnes touchées par la pauvreté. À l'instar d'ateliers proposés au Havre pour apprendre à des familles en difficulté à réussir par elles-mêmes de petits travaux de réaménagement chez

elles. Ou encore, en Lorraine, un bus londonien qui stationnera dans des quartiers sensibles, offrant à bord un « espace café convivial pour l'écoute ». « Nous avons choisi des initiatives de toutes tailles, parfois ultra-localisées. Pas seulement en banlieue, en zones rurales aussi. Nous avons privilégié les projets novateurs, originaux et porteurs d'un certain optimisme, telle une expo photo évitant les clichés misérabilistes », rend compte une responsable au ministère français. Martin Hirsch, haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, lancera l'Année européenne dans l'Hexagone lors d'une journée inaugurale le 18 février à Paris, au Palais des congrès. L'objectif n'est pas de responsabiliser les seuls exclus mais le grand public pour inciter chacun à s'engager dans la lutte contre la misère. Comme une suite logique, 2011 est déjà intitulée « Année européenne du volontariat ».

SÉBASTIEN MAILLARD

Certains Espagnols endettés ont décroché

À la Croix-Rouge de Mostoles, près de Madrid, ils sont nombreux à venir chercher de l'aide d'urgence

MADRID

De notre correspondante

À sa place, beaucoup auraient déjà baissé les bras. Mais l'énergie de Lucia, 31 ans, semble sans limite. Pourtant ce petit bout de femme, le sourire toujours aux lèvres, croule sous les problèmes. Mariée, maman de deux garçons de 4 et 2 ans, elle a vu son univers s'effondrer en mai dernier. Elle et son mari n'ont, depuis lors, plus que 421 € pour vivre chaque mois. « Jamais je n'aurais imaginé une telle situation », raconte-t-elle à la Croix-Rouge de Mostoles, une banlieue du sud de Madrid, où elle va régulièrement chercher des aliments.

Il y a quelque temps, ils appartenaient à cette petite classe moyenne en plein essor dans une Espagne dynamisée par la croissance. Et puis soudain, avec la crise financière et la crise sociale, son mari, José Antonio, employé dans la construction, un secteur fortement touché, se retrouve sans activité. Il ne reçoit alors que 421 €, car il a épuisé dans les intervalles précédents de non-activité son allocation de chômage. Lucia ne touche rien. Au chômage quelque temps auparavant, elle a travaillé sans contrat, alors qu'elle touchait le revenu minimum, et l'inspection du travail l'a sanctionnée.

Depuis, Lucia se démène. Elle vient de trouver un emploi début décembre comme aide auxiliaire chez Sodexo. « J'espère que l'on va commencer à sortir de ce cauchemar », lâche-t-elle. Mais la vie quotidienne est un parcours du combattant. Car il ne reste plus rien de la vie d'avant. Plus de téléphone fixe, ni d'Internet, plus d'assurance-vie pour elle, le chauffage seulement pour les enfants lorsqu'ils sortent du bain.

« Pour les petits déjeuners et dîners, on va à la soupe populaire, et puis je laisse les enfants à la garderie de la Croix-Rouge. Ici on nous écoute et c'est important, car il y a un moment où l'on se retrouve bien seul », explique-t-elle. Enfin, il y a l'aide de quelques membres de leurs familles.

Lucia et José Antonio représentent finalement le parcours vers la pauvreté de centaines d'autres familles en Espagne. « Depuis la fin 2007, j'ai commencé à voir arriver dans mon bureau des Espagnols qui travaillaient dans la construction, généralement âgés de plus de 40 ans et avec une maison à payer et des dettes; ensuite les femmes sont venues me voir. Elles n'avaient jamais travaillé mais, du fait de la situation dans laquelle était tombée leur famille, elles ne pouvaient plus rester sans activité », explique Nieves Altabelle, conseillère emploi à la Croix-Rouge de Mostoles. Avant, la majorité des personnes qui passaient par son bureau étaient des

immigrés. Depuis, la part des Espagnols a progressé. « Une partie de la classe moyenne a décroché, certains doivent payer de 1 500 à 1 600 € par mois pour leur maison, alors venir ici c'est difficile. Beaucoup pleurent. Cette crise démontre que la pauvreté peut toucher tout le monde. »

À quelques mètres, à la distribution des aliments, la queue ne cesse pas. Une fois par mois, Laura Diaz Nieto donne un rendez-vous à chaque famille. « Ceux qui viennent se trouvent dans une situation critique, c'est l'incertitude qui domine et l'angoisse quand le chômage est là et que les revenus minimums s'arrêtent », explique-t-elle. Du coup, des situations inédites surgissent. Karina, une Marocaine vivant depuis dix ans en Espagne avec son mari qui n'a plus beaucoup de travail et ses deux enfants, partagent l'appartement et le loyer de 800 € avec sa cousine et son mari. Ingrid, Bolivienne de 28 ans, venue pour chercher des aliments, était femme de ménage et son mari travaillait dans la construction. Un couple d'immigrés typique. Mais la

Plus de téléphone fixe, ni d'Internet, plus d'assurance-vie, le chauffage seulement pour les enfants lorsqu'ils sortent du bain.

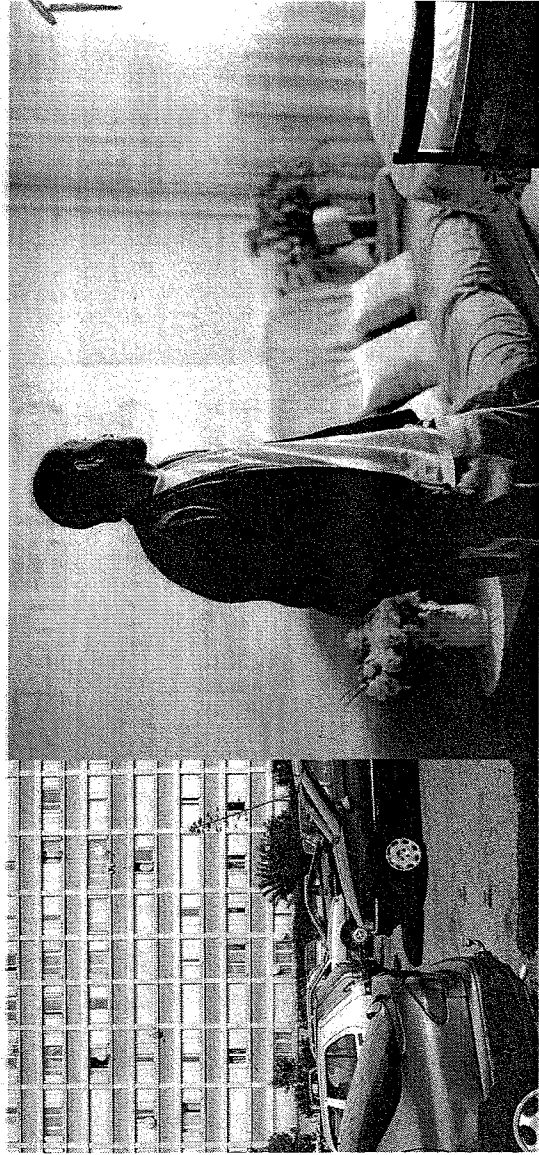
crise les a mis au chômage dès la mi-2008. Son mari ne travaille plus que de temps en temps mais doit payer sa Sécurité sociale et Ingrid, qui n'est pas parvenue à obtenir ses papiers, ne trouve pas d'emploi. « Personne ne veut m'engager si je ne suis pas en règle. » « C'est difficile aujourd'hui de trouver du travail quand on est sans formation ou que l'on a plus de 45 ans. Nous servons d'amortisseur mais 2010 sera très dure », estime Maika Sanchez, sous-directrice du plan emploi de la Croix-Rouge.

Du coup les programmes spécifiques se multiplient, comme celui de la diversification que Belinda Grande dirige depuis septembre. « Cette idée a surgi avec la crise: si tous les boulets non qualifiés ont disparu, pourquoi ne pas aider les immigrés à faire homologuer leur cursus d'origine: de nombreuses femmes travaillaient ici il y a encore quelque temps comme employées de maison occasionnelles alors que beaucoup avaient une bonne formation. » Comme Elena. Roumaine, diplômée en électro-mécanique; Jamila, Marocaine de 44 ans, qui a suivi des études de littérature arabe; Celeste, 44 ans, diplômée en administration d'entreprises mais qui a tout fait, de l'emploi de téléopératrice à l'hôtellerie. Toutes veulent travailler mais elles savent que le moment actuel n'est pas le plus facile.

VALÉRIE DEMON

(Lire la suite du dossier page 4)

DOSSIER



SYLVIE FRAISSARD

« Quand on a acheté, les charges étaient basses. Maintenant, elles sont tellement lourdes qu'il est difficile d'investir dans l'appartement. Mais j'essaie de le garder en bon état. »
Propriétaire d'un appartement dans un immeuble dégradé.

Des Polonais confrontés au manque de logements sociaux

Des années de forte croissance économique n'ont pas eu raison de la pauvreté

VARSOVIE

Correspondance particulière

La chambre fait 10 m². Un canapé-lit surmonté d'un deuxième lit dans un coin. Face au canapé, une petite table ronde, un téléviseur et un ordinateur. Dans cette pièce vivent Joanna, 30 ans, Krzysztof, 36 ans, et leurs deux filles, Justyna et Dominika. Le reste de l'appartement, une deuxième pièce à peine plus grande, est occupé par le père et les grands-parents de Joanna. Quatre générations sous un même toit. « Nous attendons depuis cinq ans, explique Joanna, de pouvoir louer un logement communal », dont le loyer modéré est fixé à 6 zlotys (soit 1,45 €) le mètre carré. Le mari de Joanna est chauffeur de bus, il gagne 2 500 zlotys par mois (environ 600 €); elle ne travaille pas, et poursuit des études en tourisme hôtellerie. Un revenu familial qui ne suffit pas pour obtenir un crédit afin de devenir propriétaire. Et cela ne permet pas non plus – outre les besoins de la famille – à payer un loyer sur le marché locatif ordinaire.

Joanna et Krzysztof sont donc 57^{es} sur une liste de 500 foyers qui attendent un logement à Bielany, quartier nord et industriel de Varsovie où logent de nombreux retraités et familles aux revenus modestes. Avec ses 140 000 habitants, il fait

partie des lieux les plus pauvres de la capitale. La demande de logements sociaux y est donc forte. Mais en Pologne, on a préféré ces dernières années privilégier l'accession à la propriété. Le modèle HLM est donc très peu développé. Le maire adjoint du quartier, Marek Keller, s'avoue débordé: « Avec notre parc de 6 000 logements communaux largement insuffisant, nous sommes juste parvenus à stabiliser la file d'attente. » Pourtant, les critères pour prétendre à ce type d'habitations sont stricts. « Actuellement, j'ai un dilemme avec un couple de personnes handicapées. Leurs revenus sont trop importants pour avoir droit à un logement communal, mais leur situation reste fragile: ils peuvent perdre

de ces bâtiments. » Soit 17 millions d'euros. Le financement de la construction de nouveaux logements communaux relevant de la mairie de Varsovie.

Manque de logements et état critique d'une partie du parc existant touchent d'ailleurs l'ensemble du pays. Selon la branche polonaise de l'ONG Habitat for Humanity, 1,5 million de logements en Pologne sont surpeuplés ou dans un état indigne. L'ONG estime que cela concerne au total 6,5 millions de personnes, soit un Polonais sur six qui, du fait de sa pauvreté, vit dans de telles conditions. En 2007, 37 % des Polonais vivaient dans des logements détériorés, c'est-à-dire avec des problèmes d'humidité ou de chauffage défaillant, soit le double de la moyenne européenne. Pour de nombreux acteurs sociaux en Pologne, le logement est bien le problème numéro un.

Un problème qui n'a pourtant jamais figuré au rang des priorités des différents gouvernements en place depuis 1989. Pire, depuis la crise financière, l'État semble se retirer complètement de ce domaine: « Depuis avril dernier, le Fonds national pour l'habitat n'existe plus: l'État n'accorde plus de crédit pour la construction de logements sociaux. Notre gouvernement veut que chaque Polonais devienne propriétaire. Mais comment faire lorsque la banque vous refuse un prêt parce que vous n'avez pas assez de revenus? », s'interroge Zdzisław Slabkiewicz, qui dirige le TBS, un organisme de construction de logements sociaux disposant d'un parc de 80 000 logements: loin des 4,2 millions de logements HLM français. Zdzisław Slabkiewicz estime que le pays aurait besoin aujourd'hui de 700 000 logements locatifs à loyer modéré.

En face du bâtiment de Joanna et Krzysztof, un immeuble a été construit. « Cela fait sept ans qu'il est là. Et il y a toujours des appartements vides », déplore la jeune femme. Des appartements aux loyers définitivement trop élevés pour les revenus modestes.

AMÉLIE POINSSOT

ENTRETIEN >>> Pierre Saglio,
président d'ATD Quart Monde France

« La société semble s'être résignée à la grande pauvreté »

Pour Pierre Saglio, on s'enferme trop aujourd'hui dans des logiques d'urgence sans se préoccuper de ce qui produit de l'exclusion

Comment évaluez-vous l'état de la grande pauvreté en France aujourd'hui?

PIERRE SAGLIO: La misère noire est toujours, hélas, une souffrance quotidienne insoutenable pour un nombre important de nos concitoyens. Mais ce que l'on ne perçoit pas assez, c'est à quel point les gens pauvres souffrent d'abord de l'isolement. Or, quand on est pauvre, on s'épuise d'autant plus vite que le sentiment d'être abandonné vous gagne. Certains indicateurs montrent que la grande exclusion s'aggrave. Comment expliquez-vous cette tendance?

Dix ans de combat du monde associatif avaient permis d'obtenir l'adoption de la loi d'orientation contre les exclusions de 1998. Cette réforme portait une grande ambition résumée par une formule: « L'accès de tous aux droits de tous ». Il s'agissait de mobiliser l'ensemble du droit commun dans la lutte contre la pauvreté. Cela a ensuite débouché sur des lois spécifiques portant la création de la couverture maladie universelle ou du droit au logement opposable. Le drame est que cette ambition du droit commun pour tous, jusqu'aux plus fragiles, n'est plus portée, aujourd'hui, au plus haut sommet de l'État. Le revenu de solidarité active (RSA) est un bon outil pour des gens qui peuvent accéder à un travail mais pour ceux qui sont exclus du marché de l'emploi, il n'apporte rien. La réforme du RSA est significative d'un abandon de l'ambition du droit commun pour ceux qui sont les plus éloignés du travail.

Les politiques auraient-ils renoncé à s'attaquer à la grande pauvreté?

Oui, il y a une forme de renoncement qui m'inquiète et qui n'est pas le fait des seuls politiques. L'enferme de la société semble s'être résigné. On distribue de l'aide, on apporte les secours de base pour soulager la souffrance mais on renonce à l'ambition radicale d'en finir avec ce fléau. On distribue en France plus de 2,5 millions de repas gratuits par jour! Avec le temps, on a fini par instituer un véritable circuit de consommation réservé aux pauvres alors que l'aide alimentaire devrait être limitée aux situations d'urgence. En disant cela, je ne

conteste pas l'engagement important des bénévoles dans le monde caritatif qui exprime une réelle compassion. Ce n'est pas cette générosité qui est en cause mais un certain renoncement de notre société à la construction d'un monde où les droits sont les mêmes pour tous. Nous devons réapprendre à nous lier les uns aux autres, pour que personne ne soit à la rue, abandonné, pour que cesse le mépris.

La pauvreté serait-elle moins bien acceptée par la société?

Le discours politique actuel banalise la suspicion à l'égard de ceux qui n'arrivent pas à accéder à l'emploi. Les pauvres ont toujours été victimes d'attitudes de mépris et d'humiliation qui ont tendance à se renforcer aujourd'hui. On stigmatise le monde des pauvres sous ses aspects les plus négatifs alors que les valeurs de courage ou de solidarité y sont fortes. Une militante du Quart Monde me disait

« On stigmatise

le monde des pauvres

sous ses aspects

les plus négatifs

alors que les valeurs

de courage

ou de solidarité

y sont fortes. »

qu'elle n'aimait pas l'expression « s'en sortir » car cela évoquait pour elle une trahison de son milieu. Ce dont elle ne veut plus, pour elle ou ses enfants, c'est de rester fidèle aux valeurs du monde des pauvres, faites de courage et du refus de l'abandon.

Voyez-vous aujourd'hui de nouvelles formes de pauvreté se développer?

Je n'aime pas cette idée de « nouveaux pauvres » alors que les processus d'exclusion sont toujours les mêmes. L'expression illustre simplement que l'on n'a jamais vraiment pris le temps de se mettre de leur côté. Alors que la lutte contre la pauvreté ne peut être menée que sur le long terme, on s'enferme dans des logiques d'urgence sans se préoccuper de ce qui produit de l'exclusion. Le développement durable nous a permis de prendre conscience qu'il faut se préoccuper aujourd'hui de l'état de la planète de demain. De la même façon, la société doit comprendre que certains comportements d'aujourd'hui préparent la pauvreté de demain.

RECUEILLI PAR
BERNARD GORCE

La Croix

GRAND ANGLE SUR RCF

Retrouvez **Sébastien Maillard**, correspondant permanent de la Croix à Bruxelles ainsi que d'autres invités

MARDI, de 17 h à 18 h sur RCF

dans l'émission « Grand Angle » animée par **René Poujol** sur le thème

« L'Europe lutte contre l'exclusion »

RCF: 04.72.38.62.10 / Rediff. à 23h / Écoutez aussi cette émission sur rcf.fr